



NOS UTOPIES CONTRE LEURS PROFITS

***** JOURNAL DU 1^{ER} MAI DE LA CNT *****

À quelques jours seulement de la fête des **travailleuses et travailleurs**, le gouvernement a tenté de s'approprier et de détruire le 1^{er} Mai en permettant à certain-es patron-nes de faire travailler leurs salarié-es. Une attaque frontale contre nos droits qui symbolise bien toute la violence de classe de la bourgeoisie politique et économique.

Car le 1^{er} Mai n'est pas seulement un jour de fête où le muguet et la buvette nous épargnent un jour de turbin. Depuis mai 1886 et le massacre des martyrs de Chicago luttant pour la journée de 8 heures, en passant par le 1^{er} mai 1891 où la "République" fit tirer, à Fourmies, sur les ouvrier-ères revendiquant également la journée de 8 heures et refusant des baisses de salaires, l'histoire nous rappelle que le 1^{er} Mai est le jour de la lutte internationale des travailleuses et des travailleurs.

En 2026, face au noir horizon qui semble nous être réservé, cette journée prend tout son sens : moment de partage, de réflexion collective, d'autogestion et de construction de lendemains qui chantent !

**La guerre pour le profit
des riches et la mise au pas
de la population**

La guerre est partout. En Palestine, en Ukraine, au Soudan, au Congo, au Yémen, en Egypte... Mais aussi dans les discours de nos responsables politiques, dans les articles de presse, dans nos télévisions. Partout on nous parle des guerres en cours et de celles à venir, mais surtout on nous la vend !

Emmanuel Macron le disait lui-même à Varcès le 27 novembre 2025 : « L'objectif que nous poursuivons est un objectif militaire ».

Il dessinait là les contours de son nouveau service national, qui devrait concerner 50000 jeunes d'ici 2035. Ce service militaire, pour l'instant volontaire, s'avérera obligatoire dans "des cas exceptionnels". **Le pouvoir se réserve donc le droit de mobiliser des jeunes en cas de conflit armé, et comme toujours, celles et ceux des quartiers populaires seront en premières lignes.** Les jeunes scolarisés en réseau d'éducation prioritaire (REP et REP+) ou vivant dans des zones rurales isolées feront partie de la première expérimentation. L'objectif est clair : faire de la population de la chair à canon et financer massivement l'industrie de guerre pour le plus grand bénéfice des grandes fortunes.

Alors que tous les investissements de l'État sont revus à la baisse (l'éducation, la santé, l'ensemble des services publics, la culture !), l'armée voit son budget augmenter de 6,7 milliards d'euros en 2026. L'industrie guerrière tourne à plein régime. En 2024, la France vend pour 21,6 milliards d'euros d'armes à travers le monde, c'est 163% de plus que l'année précédente. Ces armes qui sèment la mort partout à travers le monde, sont imaginées, conçues et fabriquées ici. **À Grenoble, de nombreuses industries et centres d'ingénierie sont concernés de près ou de loin par la fabrication d'armes :** Squadron system, CS group, STMicroelectronics, HP... En Isère, c'est 442 entreprises, 3711 emplois et 46 millions d'euros de contrat passé avec le ministère des armées. La guerre, c'est une bonne affaire, et une affaire qui rapporte ! Nous finissons par en être tous et toutes les bénéficiaires, souvent contre notre volonté, et dans des proportions infimes comparé aux profits engendrés. Les impôts ●●►

ARCHÉOLOGIE



L'archéologie préventive est le principal secteur d'activité des archéologues en France, avec près de 3000 salarié-es, embauché-es majoritairement à l'INRAP (institut public), mais également dans des entreprises privées. Nos missions consistent à suivre l'aménagement du territoire (construction de bâtiments ou de grands aménagements logistiques – TGV, autoroutes, aéroports...) pour prévenir la destruction de vestiges archéologiques. C'est un secteur en tension, qui dépend des politiques du Ministère de la Culture et des pressions des industriels pour éviter les fouilles sur leurs projets d'aménagement. Pour assurer la qualité scientifique de ses opérations, l'archéo prév' jongle entre baisse des budgets nationaux, marchés compétitifs et une grande part d'embauches en CDD, sans convention collective adaptée à nos métiers et à notre secteur.

La CNT 38 compte depuis cet automne une section archéo au sein d'une entreprise privée d'archéo préventive. Contacte nous si tu travailles dans ce secteur !

L'ÉTAT FLINGUE L'ÉCOLE PUBLIQUE

Un porte-avion c'est cher et les bourgeois sont susceptibles. Aussi, pour garantir un budget de la défense prêt à engraisser les marchands de canons (57 milliards, une première depuis la 2^e guerre) ET pour préserver le portefeuille d'actions des bourgeois (220 milliards "d'aide aux entreprises"), le gouvernement rogne sur les services publics. **Dans l'éducation, comme dans la santé, on impose une cure d'amaigrissement à des services qui étaient déjà squelettiques.** Dans la santé, on crève sur des brancards aux urgences, faute de personnel. Dans l'éducation, **on ferme des classes (plus d'une centaine en Isère)** et on prive les enfants d'école, faute de remplaçant-e, souvent pendant plusieurs semaines. Si on a un enfant porteur de handicap, il est privé parfois complètement d'école, comme les 70 000 élèves qui n'ont pas accès à leurs droits d'être accompagnés par une AESH. Les AESH, ce sont



ÉCOLES OCCUPÉES

L'intersyndicale "Enfants migrant-es à l'école" (CNT éducation, Sud éducation, FSU 38) est investie dans l'Intercollectif des écoles occupées, qui depuis octobre 2022 rassemble et coordonne les différents collectifs de parents et personnels de l'éducation qui mettent à l'abri, dans les écoles de Grenoble, des élèves et leurs familles qui sont à la rue. **Au-delà de la protection indispensable des élèves sans toit et de leurs familles, les occupations d'école visent à dénoncer l'inaction des institutions et faire pression pour obtenir des hébergements.** En premier lieu la mairie de Grenoble à qui les locaux scolaires appartiennent et qui doit soutenir ses habitant-es les plus fragiles et précaires en les hébergeant si nécessaire. Mais aussi le conseil départemental qui n'assure pas la protection de l'enfance et l'État qui s'assoie sur le droit inconditionnel à un hébergement et refuse de régulariser les personnes sans droit ni titre de séjour, ce qui leur permettrait d'accéder au logement. Depuis le démarrage de la lutte, ce sont plus de 60 écoles qui ont été occupées pour mettre à l'abri **120 familles dont 310 enfants.** La lutte paie puisque ces familles ont obtenu des hébergements de l'État ou de la mairie. Mais le combat continue car la situation des élèves sans toit, sans solution politique globale, ne fera que s'aggraver.

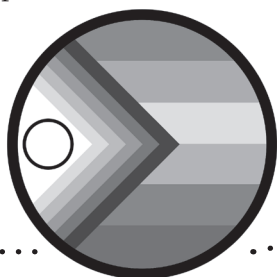
Un toit, une école, des papiers pour tou-te-s !

nos collègues toujours payées sous le seuil de pauvreté sous contrat précaires, chargées de compenser toutes les fausses promesses de "l'école inclusive" en accompagnant toujours plus d'élèves, dans des situations toujours plus infernales (voir autre encadré). Le ministère justifie les suppressions de postes par la baisse démographique. Il oublie de dire que **les profs de France sont les moins bien payé-es de l'OCDE, supportant les classes les plus chargées avec le plus grand nombre d'heures de classe** (eh oui). Puisque les profs et les AESH ne supportent plus de voir leurs élèves souffrir et de voir leur travail empêcher. Ils et elles, plutôt que de finir en dépression ou de se résigner à la soumission, ont choisi la mobilisation. Nous serons donc en grève le 5 mai et nous irons chercher nos postes et des conditions d'enseignement dignes pour nos élèves, sous les fenêtres du rectorat, tant qu'il le faudra !

CONTRE LE PATRIARCAT, CONTRE L'EXPLOITATION DES FEMMES ET DES MINORISÉ·ES DE GENRE

Pour que le 1^{er} Mai soit aussi la fête des travailleuses, il y a un chemin immense à parcourir. Inégalités au travail, dans les salaires et les progressions de carrière, subissant remarques sexistes, propos "graveleux", sans cesse ramenées à leur genre ou leur sexe, moins écoutées, moins respectées, moins prises en compte, subissant agressions verbales et physiques, victimes de viols, de féminicides, d'agressions sexuelles, de non reconnaissance par la justice et par une grande majorité de la population de ce qu'elles endurent, en charge et sans reconnaissance de la plus grande de part des enfants, de la maison, du soin, des personnes âgées, de l'attention aux autres, les femmes et les minorisé·es de genre refusent la situation et prennent ce qui leur revient, c'est-à-dire tout, tout autant que pour l'ensemble de la population. **Le patriarcat est un système de domination différent du capitalisme et les deux systèmes se complaisent et s'enrichissent à leur contact respectif.** C'est pourquoi nous sommes anti-capitalistes et féministes, l'un ne peut aller sans l'autre.

LA CNT EST MEMBRE DE
L'INTERSYNDICALE
FÉMINISTE ISÉROISE
ET DE L'AG
FÉMINISTE 38.



MÉTIERS DE BOUCHE ET DE LA RESTAURATION

La section du syndicat Métiers de bouche et de la restauration regroupe des travailleuses et travailleurs adhérent·es du STICS-CNT 38.

Travail non déclaré, fiche de paye obscure, travail de nuit non pris en compte, pénibilité au travail, convention collective au rabais, harcèlement ou agression, sexuelle ou non, sur le lieu de travail par la clientèle ou les patrons...

Les raisons de se regrouper pour mieux se défendre sont nombreuses!



●► nationaux et locaux, les cotisations sur les salaires et autres truchements sont aussi issus de cette industrie. Notre confort de vie est redevable de ces guerres.

La bourgeoisie nous envoie vers la guerre, comme elle l'a fait tant de fois dans notre histoire, afin d'en tirer tous les profits qui en découlent. Dans son sillage, elle met au pas les travailleurs et travailleuses, et en premier lieu celles et ceux issus des classes les plus dominées.

De la casse sociale pour le profit patronal

Et pendant que l'on parle de guerre, qu'on la vante, qu'on en menace, et qu'on l'impose comme seul horizon, le monde libéral accélère son idéologie : mettre l'ensemble de la population au service des profits de quelques-uns. Les grandes fortunes n'ont jamais été aussi nombreuses et ne se sont jamais aussi bien portées que cette dernière décennie. Et qu'on ne s'y trompe pas, jamais l'extrême-droite n'a accédé au pouvoir sans que les milieux financiers y consentent ou l'y aident. Les cercles patronaux préparent leur coalition avec les dirigeants des partis les plus extrêmes. Le Medef et les propositions de loi du gouvernement Macron-Lecornu, soutenus par toute la droite, qu'elle soit de Retailleau, Le Pen ou Bardella, dessinent un futur dans lequel on pourra distinguer la classe dominante d'un côté et trois types de travailleurs et travailleuses de l'autre.

Pour les salarié·es, il n'y aura plus de limitation au renouvellement des CDD : nous serons donc sans cesse sur la sellette, toujours sous pression d'un licenciement, qui s'appellera alors "non renouvellement de votre CDD". L'indemnisation chômage, payée par une part de nos salaires, sera plus courte, et comme l'a sans complexe dit le Medef, "mise au service du patronat". Elle viendra "combler" les temps de latence entre deux contrats, afin de ne surtout pas nous verser "trop" de salaire. Alternier les périodes d'emploi et de chômage nous rend captif·ves des entreprises qui nous embauchent, nous empêche de relever la tête, prendre du recul, faire des choix. Nous serons maintenu·es dans une peur permanente d'un arrêt total de revenu.

Tout se met en place pour que chacun·e ayons une forme de CDI de fait, avec des entreprises qui nous "prendrons" à la tâche. Nos caisses de solidarité et le chômage serviront à compenser.

Pour les tâches les plus mal payées et les plus précaires : livreurs à vélo, activités dans le soin notamment pour les plus âgées ; c'est **l'indépendance forcée** qui est mise en place. Quand on "devient son propre patron" comme iels disent, il n'y a plus de code de travail, plus ●►

AGRICULTURE TRAVAIL SAISONNIER

Au sein du STICS, plusieurs syndiqué-es travaillent dans le domaine agricole sous des contrats dits 'TESA'. **Ce n'est pas un contrat, comparable au CDD ou au CDI, c'est un "titre d'emploi"** censé concerner les emplois saisonniers courts du monde agricole, comme pour les vendanges qui durent un mois. Censé être d'une durée maximale de 3 mois et renouvelable une fois, il est en pratique renouvelable à l'infini. Il est utilisé par tous les employeur-euses du monde agricole

peu importe le format de la saison, qui peut aller jusqu'à 9 mois en maraîchage. **Ce contrat sans engagement pour l'employeur-euse**, permet de virer un-e salarié-e à n'importe quel moment, sans aucune procédure. De plus, ce contrat ne donne pas droit à la prime de précarité, qui est pourtant la norme chez



les salarié-es agricoles, souvent dans des emplois à mi-temps payés au SMIC. Les employeurs ne paient en fait aucune cotisation patronale, niche fiscale intéressante donc.

Les salarié-es agricoles ont eu historiquement du mal à se syndiquer puisque éclaté-es dans l'espace et le temps, dans des entreprises de petites tailles ou la constitution d'un collectif important est difficile. Cela donne encore plus de pouvoirs au patron-nes pour nous exploiter. **Il y a beaucoup à faire pour améliorer les conditions de travail des salarié-es agricoles**, se syndiquer est un bon début!

ÉLÈVES EN SITUATION DE HANDICAP ET ACCOMPAGANT·ES

« Donc toi t'es éduc. spé.? » — Non, juste AESH (Accompagnant des élèves en situation de handicap) : **c'est un peu le bas de la chaîne alimentaire de l'Education nationale.** « J'accompagne » 5 élèves sur deux écoles maternelles, majoritairement non verbaux, tous atteints de lourds TND (troubles du neuro-développement), et demain je peux être parachuté-e en lycée, à suivre un gamin avec une déficience motrice. Après tout, ma chefferie m'a récemment traité-e par écrit de « dernier recours ». Rien à voir avec l'arme nucléaire, je ne suis pas à la pointe de la technologie, vu que je n'ai aucune formation et que je coûte pas si cher (950 € par mois, un missile M21 en coûte 120 millions à la fabrication). Étant donné que **l'État a décidé de confier les enfants les plus fragiles aux personnels les plus précaires**, mes petit-es camarades et moi avons monté une AG pour essayer de saboter le pilonnage d'une école et d'une société inclusives par les pouvoirs publics. Pour aussi revendiquer que notre travail doit être considéré comme un vrai métier, avec des savoirs et des compétences spécifiques, que nous essayons de partager et d'enrichir. Le syndicat STE 38 CNT peut vous mettre en relation avec cette AG, ouverte à toutes et tous les AESH.



La CNT est membre de la **CIT-ICL** (Confédération internationale du travail, International Confederation of Labor).



TRAVAIL SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL

Du 16 au 18 décembre a eu lieu à Grenoble une mobilisation nationale du secteur du travail social et médico-social et la CNT santé social et collectivité territoriale (SSCT) en était! Trois jours de grève où se sont succédés : manif, AG, piquets de grève et rassemblements devant nos employeurs et financeurs! Tout le secteur était présent! De l'hôpital public aux associations d'hébergement en passant par la protection de l'enfance, parce que c'est l'ensemble du social et médico-social qui s'en prend plein la gueule! Sous-effectifs chroniques, passage aux tarifications à l'acte (Séraphin-PH), fermetures de dispositifs d'accueil et d'accompagnement... C'est contre tout ça qu'on s'organise et qu'on réclame plus de moyens pour notre secteur!

Prochaine AG "travail social en lutte"
1^{er} mai, 14 h 30, locaux de Solidaires,
3 rue Federico-Garcia-Lorca Grenoble, pour
organiser la

GRÈVE NATIONALE
DU TRAVAIL SOCIAL : 26 MAI!

OCCUPATION DE LA MÉTRO

BIENTÔT 6 MOIS D'OCCUPATION DU SIÈGE DE LA MÉTROPOLE DES LOGEMENTS, MAINTENANT !



Depuis le 19 novembre 2025 (bientôt 6 mois !), 150 femmes, hommes, enfants – livreurs à vélos, aides à domicile, cuisinier-es, coiffeuses, enfants allant à l'école ou la crèche – occupent le siège de la métropole de Grenoble. Expulsé-es de leur logement par le bailleur social Actis ou par des marchands de sommeil, iels sont condamné-es à la rue et à la précarité par les politiques racistes et anti pauvres. Depuis plus de 5 mois, iels mènent une lutte acharnée pour trouver un toit dans les communes de l'agglomération, avec le soutien du DAL, de l'UL-CGT, de l'IS enfants migrant-es à l'école et de la CNT. Leur solidarité et leur ténacité sont exemplaires malgré des conditions de vie désastreuses à la Métro : une centaine d'entre elleux est déjà relogée et la lutte se poursuit jusqu'à ce que tou-t'es le soient ! Les occupant-es et leurs soutiens revendiquent aussi la régularisation de tou-t'es les sans papiers qui vivent, travaillent, étudient ici, sans laquelle il n'y a pas d'égalité des droits.

**Soutien financier
très bienvenu !**
<https://www.helloasso.com/associations/droit-au-logement38/formulaires/2>



RÉPRESSION SYNDICALE



Soutien à Baptiste, éducateur spécialisé, face à la répression syndicale, suite à une plainte d'Ocellia – centre de formation dans le domaine de la santé, du social et de l'animation –, pour avoir appelé à la grève dans cet établissement de formation !

**Tou-t'es au Tribunal de Grenoble
le 2 juin 2026 après-midi !**

●► aucune règle ; tout est permis tant que c'est soit seul-e que l'on met en danger. Nombre d'heures de travail démentielles, impossibilité d'accéder à la santé, absence de congés payés, de jours fériés, de weekend... **Une dérégulation totale qui permet que chacun et chacune d'entre nous, potentiel-le client-e, soyons les exploiteuses et exploiters de ces plus précaires.**

La troisième et dernière catégorie d'exploitation est celle des plus dominé-es, à qui on rappelle sans cesse qu'ils seraient une "sous-classe sociale", et qu'on maintient sciemment dans la précarité. Pour certaines, on les traque, on les fait travailler gratuitement afin qu'elles acceptent n'importe quel poste, sans lien avec leurs capacités ou leurs savoirs, quel que soit les conditions d'embauche, sous-payé-es, avec des temps de transport inacceptables etc. **C'est le cas pour les personnes privées d'emploi, chômeurs et chômeuses, pour les personnes au RSA, et celles qui ne bénéficient que d'aide minimale (AAH et autre).**

C'est aussi le cas pour les personnes auxquelles on impose une situation administrative illégale : **les sans-papiers.** Ces personnes sont sous-payées, font le travail que personne d'autres n'accepte, sont la proie de toutes les mafias, vendeurs de sommeil et autres exploiteur-euses. Ils et elles se retrouvent souvent dans l'obligation de sous-louer des taudis, de travailler sous des noms d'emprunts, d'accepter insultes, mauvais traitement, plages horaires et conditions de travail ayant des répercussions directes sur la santé, sans même parler de sociabilisation et d'éducation des enfants.

Cette classe, en plus de travailler au-delà de tout ce qui est acceptable, sert un objectif majeur de la bourgeoisie : faire peur aux autres travailleuses et travailleurs et, par la provocation des consciences racistes, les diviser. Nous donner un "ennemi" plutôt que de tourner nos regards contre les véritables bénéficiaires de ce système : le patronat, les "investisseurs", les actionnaires, celles et ceux qui s'enrichissent sur le travail des autres.

Et pour les CDI ? L'évolution du cadre du travail décrite ci-dessus installe l'idée que le CDI serait une exception enviable alors qu'il est la norme de notre monde capitaliste. Et pas du tout enviable puisque capitaliste, et lié à une subordination. Nous nous battons pour beaucoup mieux et c'est cet horizon enviable que tente de faire disparaître toutes ces réformes derrière la peur du déclassement. Les CDD à répétition, le travail indépendant, la surveillance et la diffamation et le maintien de situations administratives inhumaines font aussi peser la violence sociale du travail sur les personnes en CDI. Elle entrave toujours plus le rapport de force concret qu'il nous faut pourtant porter ●►

LA LUTTE EST INTERNATIONALE



Les entreprises et les marchés n'ont pas de frontière, depuis longtemps elles font preuve d'internationalisme et font tout pour empêcher que nos luttes le soient aussi. **La CNT est inscrite dans des organisations syndicalistes internationalistes**

(CIT-ICL, **coordination Red'n'Black**) qui mettent en lien, sans hiérarchie ni bureaucratie, des travailleuses et travailleurs du monde entier pour un soutien direct, hors de toute structure étatique, assumant ainsi les positions syndicales que nous revendiquons. De grèves en Asie dans des fabriques de vêtements, à des luttes en Afrique d'où l'on extrait les matériaux de nos téléphones et ordinateurs, nous refusons l'opposition entre nos camarades de classe et les appels à des guerres de civilisation.

La CNT, à Grenoble, a notamment tissé des liens avec des résistant-es en Ukraine. La CNT est aussi depuis des décennies en lien avec des Palestinien-nes de Gaza et Cisjordanie, aujourd'hui en plein apartheid, en état de famine, sous les bombes, les assassinats et la menace permanente des colons. Un massacre de masse continue à se perpétuer sous l'égide de l'ambition coloniale d'Israël, **soutenue par l'État français, l'Europe et nos industries et ingénieries.**

LA MONTÉE DE L'EXTRÊME-DROITE N'EST PAS UNE FATALITÉ

La lutte contre l'extrême droite, c'est aussi une lutte où la solidarité, l'entraide et la réunion de toutes les forces, est nécessaire. À Grenoble s'est constituée une "Inter-organisation contre l'extrême droite". À travers cette "inter-orga", la lutte se rassemble et s'organise, refusant la banalisation des idées d'extrême droite, et la présence dans l'espace public de ses affidés nauséabonds, partis politiques, groupes complottistes ou appelant à la haine des autres. Elle est aussi un moyen d'organiser la lutte contre toutes les formes d'oppressions racistes, patriarcales, validistes, etc., terreau fertile de l'extrême droite et du facisme. C'est en tout cas ce que la CNT porte dans cette inter-organisation.



La lutte contre l'extrême droite, c'est aujourd'hui qu'on la construit, l'organise, l'invente! La lutte, c'est préparer des lendemains de résistance. L'antifascisme, l'antiracisme, et le féminisme sont des boussoles de notre action, nous ne les renierons en aucun cas. Rejoindre des orgas militantes telle que la CNT, c'est participer à cette lutte, notamment via cette "inter-orga contre l'extrême droite", mais aussi via l'AG féministe.

ÉDUCATION À LA VIE AFFECTIVE ET RELATIONNELLE

En cette année 2025-2026, nous, syndicats CNT de l'éducation et de santé social collectivités territoriales de l'Isère nous battons, aux côtés du Planning familial 38, d'autres syndicats de l'éducation et des centres de santé sexuelle de l'Isère, **pour permettre aux intervenant-es extérieur-es à l'Éducation nationale** (comme le Planning familial) **de continuer à participer à la mise en œuvre concrète du programme à l'Éducation à la vie affective et relationnelle (EVAR) dans les écoles.**



Cet outil, l'EVAR-S est essentiel à la lutte contre les violences faites aux enfants, notamment sexuelles. Nous rappelons qu'un-e enfant sur 10 est victime de violences

sexuelles. Or nous savons que pour l'instant, une infime partie des élèves profite des trois séances d'EVAR-S par an pourtant prévues par la loi du 4 juillet 2001.

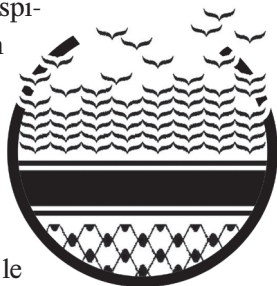
Afin de pouvoir assurer ces trois séances et de mieux protéger les enfants, l'intervention de partenaires extérieurs est indispensable. D'une part, parce que la complémentarité entre enseignant-es et professionnel-les formé-es ne peut être que bénéfique. D'autre part, parce qu'il est parfois plus facile pour les enfants de parler avec une personne extérieure plutôt qu'avec leur enseignant-e, en lien direct avec les familles.

Pour une véritable éducation à la vie affective relationnelle et à la sexualité, pour combattre les violences sexistes et sexuelles et toutes formes de discriminations liées aux genres et à la sexualité, luttons contre les offensives réactionnaires et d'extrême droite!

SOUTIEN MÉDICAL AUX PEUPLES DU LIBAN ET DE PALESTINE

L'hôpital Al-Nidaa est situé dans le plus grand camp palestinien du Liban (130 000 habitants sur 1,5 km²), et y est la seule structure hospitalière. Géré par l'Association Human Call depuis 1988, cet hôpital dispose d'urgences, de salles d'opérations et d'une unité néonatale.

Dans le contexte de la guerre menée par Israël contre le Liban, la CNT appelle à la solidarité financière via une cagnotte hébergée par Glicia. Glicia est une organisation de solidarité médicale présente notamment à Gaza, qui conçoit et fabrique du matériel médical open-source, permettant ainsi de contourner les blocus.



Soutien financier
<https://launchgood.com/Glicia4AlNidaa>

PERMANENCE SYNDICALE

Tous les mercredis de 18 h à 19 h

Vous avez besoin d'étudier un dossier à plusieurs, d'un conseil, de soutien sur une situation liée au travail? Vous souhaitez vous syndiquer? Nous tenons une permanence tous les mercredis de 18h à 19h au 102 (rue d'Alembert, Grenoble).

Les permanences sont gratuites et ouvertes à toutes et tous.

102

Pourquoi au 102? Parce que c'est un lieu autogéré où se retrouvent et se croisent différents collectifs partageant l'en-

vie de construire un autre futur. Le 102 fonctionne sans subvention ni salarié, occupant depuis 1983 des locaux appartenant à la ville. Des organisations, dont les syndicats CNT, s'y organisent et y organisent concerts, séances de cinéma expérimental, théâtre, danse, rencontres, débats... avec pour but de faire découvrir autre chose, autrement.

●► contre celles et ceux qui s'enrichissent sur notre travail. Elle nous fait accepter des hausses d'horaires, des réductions de salaire, des plages horaires incompatibles avec nos vies personnelles, par le biais du chantage à l'emploi et au licenciement.

Ces **mille et une strates de précarité** créent un cli-vage au sein de la population. Nous devons fermement le refuser et toujours nous rappeler qui nous exploite, qui nous fait produire toujours plus et avec toujours moins de sens, qui nous impose nos conditions de vie et s'enrichit sur notre dos.

Élections, machine à démobilisation

Les élections nous endorment : pas de mobilisation sociale, pas de délégations, pas de perspective de gagner par la lutte et par nous-même.

Le libéralisme ne cesse de s'étendre, et le patronat, sentant les crises à venir (géopolitique, climatique etc.) passe à l'étape supérieure : celle de l'extrême-droite et du fascisme. C'est sans nul doute ce qui se dessine aujourd'hui. Les grandes fortunes soutiennent l'extrême-droite, qui travaille pour elles. Il n'est pas ici besoin d'en faire l'exposé : les partis de droite votent à l'unanimité pour la casse de tous les conquits sociaux, pour détruire la Sécurité sociale (santé, retraite, aides familiales...), pour abroger le Smic, etc. L'histoire l'a enseigné et prouvé maintes fois : le fascisme est l'une des formes abouties du capitalisme, l'intérêt pour celles et ceux qui vivent et spéculent sur le travail des autres.

Alors qu'une période électorale vient d'avoir lieu, alors que nous avons été de toute part sollicité-es pour voter ceci ou cela, **nous savons qu'aucun conquits social n'a jamais été arraché par un vote. C'est toujours la lutte qui a mené à l'amélioration de nos conditions de vie.** Prendre parti pendant les temps d'élections et puis attendre que les élu-es agissent pour nous est illusoire, inutile et dangereux. Il faut s'organiser maintenant, ensemble, tout le temps, avec solidarité, et les syndicats sont là pour ça.

Tant qu'on pointera du doigt les pauvres, plus pauvres, voir légèrement moins pauvres que nous, étrangers, noirs, jaunes, arabes, juifs, musulmans, trans, homosexuels, pour expliquer cette inégale répartition des richesses, alors on ne pourra se diriger que vers la guerre, les génocides, holocaustes, massacres et camps d'extermination.



Face à cela, qu'avons-nous à proposer ?

La défense de ce qui fait nos valeurs communes : une assurance maladie intégrale, une retraite digne, accessible à un âge raisonnable et à un montant vivable, une prise en charge complète et de qualité de l'éducation des enfants, des soins de qualité pour la santé, une solidarité avec les plus précaires d'entre-nous, une assurance alimentaire et du logement, des services publics de proximité, bibliothèque, piscine, cinéma, maternité, équipements de voirie... **Cette liste est une utopie ? Non, elle n'est que le reflet de ce dont nous bénéficions toutes et tous chaque jour** et que les gouvernements successifs s'acharnent à déconstruire au profit d'entreprises privées et leurs bénéficiaires.

La France est un des pays les plus riches au monde, il n'y a pas de problème d'argent. Il y a un problème de répartition de cet argent. **Il y a aussi la douloureuse question de la provenance de ces richesses**, qui sont pillées à travers le monde, sous les ordres de nos entreprises, avec le soutien de nos gouvernements, et dont nous bénéficions de fait. Nous devons refuser cet enrichissement sur le dos d'autres travailleuses et travailleurs, dans tous les pays que nous exploitons. Nous devons refuser de participer et d'être bénéficiaire du colonialisme d'aujourd'hui.

La solidarité, l'entraide, le refus de la division et de la peur des autres, ça fonctionne !

Les syndicats ont mis en place la Sécurité sociale en quelques mois en France, contre la volonté du patronat et du gouvernement de l'époque. **Celles et ceux qui prétendent que l'entraide, la solidarité, le refus de la peur des autres ne fonctionnent pas ont tort !** Nous sommes capables, nous l'avons déjà fait, nous continuerons à le faire !

SE SYNDIQUER À LA CNT

Rejoindre la CNT c'est prendre le temps de réfléchir au sens de notre travail, son organisation, nos envies et nos besoins. C'est s'engager dans la solidarité, partager ses expériences, découvrir celles des autres. C'est participer à la mise en place d'outils pour mener les luttes, pour préserver nos acquis et en imaginer de nouveaux. Se syndiquer à la CNT c'est s'émanciper et se projeter dans une société juste et égalitaire.

Travailler tous, toutes, moins, mieux et autrement

Prendre les décisions collectivement et à la base

Se réappropriier les richesses

Abolir les systèmes d'exploitation

Limiter l'utilisation des ressources

*Ensemble nous sommes fortes, nous sommes forts
et beaucoup plus qu'ils nous le font croire
Un autre futur est possible !*

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL —
— **Un syndicat de combat, autogéré et anticapitaliste**

Contacts tél. et mail
04 58 00 31 46 + ul38@cnt-f.org

Site internet
ul38.cnt-f.org

Permanences syndicales
Mercredis 18h-19h, 102 rue d'Alembert, Grenoble

Réseaux
@cnt_38

